

Le thème de la solidarité à travers le discours patronal et celui des classes dirigeantes dans les activités industrielles et agricoles en Espagne au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle

Emile Temime et Gérard Chastagnaret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5255>

DOI : 10.4000/cdlm.5255

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 171-185

ISBN : 2914561518

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Emile Temime et Gérard Chastagnaret, « Le thème de la solidarité à travers le discours patronal et celui des classes dirigeantes dans les activités industrielles et agricoles en Espagne au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 80 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5255> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5255>

Le thème de la solidarité à travers le discours patronal et celui des classes dirigeantes dans les activités industrielles et agricoles en Espagne au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle

Gérard CHASTAGNARET
Emile TEMIME

On a toujours quelque peu tendance à identifier solidarité et syndicalisme dans le monde occidental de la fin du XIX^e siècle, comme si les solidarités agissantes se réduisaient nécessairement à des solidarités de classe, selon un schéma marxiste tentant et simplificateur; schéma d'autant plus tentant qu'il contient d'ailleurs une bonne part de vérité... Mais l'historien doit admettre qu'une étude des alliances ouvrières ou des ententes patronales ne donne pas une réponse suffisante aux questions qu'il est contraint de se poser, et n'apporte notamment en ce qui concerne l'histoire ibérique qu'une partie des clés nécessaires pour comprendre les réactions populaires dans l'ensemble de la période contemporaine.

Comment en effet expliquer, dans cette Espagne où les antagonismes sociaux vont aller jusqu'à leur point de plus extrême violence, jusqu'à l'affrontement total de la guerre civile, que puisse se dessiner et se maintenir un courant populaire assez fort dans certaines régions pour permettre aux partisans de la Dictature conservatrice d'apparaître non seulement comme les défenseurs des intérêts de l'Oligarchie dominante, mais aussi comme les véritables représentants d'une catégorie infiniment plus nombreuse – et plus pauvre – du peuple espagnol?

De récents travaux publiés en Espagne sur les syndicats jaunes et sur la constitution d'associations à tendance corporatiste ont bien montré l'importance d'un mouvement, qu'il ne faudrait pas minimiser sous prétexte qu'il a été largement utilisé par la propagande franquiste. Les études entreprises ne sont dans ce domaine qu'à leur début mais elles portent à une réflexion nouvelle. Il importe de comprendre jusqu'à quel point l'idéologie corporatiste apparaît comme destinée à soutenir et à justifier les intérêts dominants, jusqu'à quel point au contraire elle reflète de plus larges préoccupations et tend à apporter une réponse aux problèmes sociaux aggravés de la fin du XIX^e siècle espagnol.

Une étude de discours patronal sur le thème de la solidarité ne donnera qu'une réponse partielle à notre interrogation. Du moins éclaire-t-elle un certain nombre

de données. Le discours solidariste est-il le même pour le patronat industriel et pour l'oligarchie foncière dominante (dans la mesure où ces deux catégories ne se recoupent pas)? Et ce discours est-il utilisé, selon le cas, aux mêmes périodes et dans les mêmes conditions? Sinon, quelles différences faut-il établir et quel écho peut-il rencontrer?

Questions multiformes comme on le voit. Assurément nous manquons ici de la place nécessaire pour apporter les nuances indispensables. Du moins pouvons-nous apporter une réponse partielle même si elle est un peu rapide. Car on situe très vite les temps forts du discours patronal, et on constate aisément qu'il n'y a pas une absolue coïncidence – tant s'en faut – entre ce qui se passe dans le monde rural et ce que l'on constate dans le secteur industriel.

Le discours solidaire dans les activités non agricoles

Et d'abord de quel discours s'agit-il?

La situation de ce discours

La définition de notre objet d'étude doit être d'abord clairement précisée. Sous la notion de discours solidariste patronal nous embrassons une réalité à la fois large et précise. Large d'abord parce qu'elle inclut des formes d'expression qui débordent du seul discours parlé ou écrit : des comportements ou des réalisations significatifs d'un appel à la solidarité entre patrons et ouvriers font ainsi partie intégrante de l'horizon de notre étude. Mais cet horizon est en même temps limité aux seules manifestations d'origine patronale : il ne s'agit pas ici d'étudier les travaux de théoriciens de la solidarité entre les classes sociales, mais d'analyser ce qui a été réellement formulé, sous diverses formes, par le patronat ou ses représentants.

Ce discours est contemporain de la première étape – timide – d'industrialisation du pays, et des premiers balbutiements de l'essor minier. Il s'agit d'un discours adressé aux ouvriers par le patronat national ou ses représentants. Sauf exception isolée, les compagnies étrangères, ferroviaires ou minières, ne pratiquent pas ce discours. Le patronat espagnol est un patronat de petite entreprise : c'est particulièrement vrai dans l'industrie textile, mais, à l'exception de l'établissement d'Almaden, mines et activités métallurgiques ignorent aussi la grande entreprise ; la plus grosse fabrique métallurgique des années 1860, Pedro Duro y Cia, établie à la Felguera, dans les Asturies, n'a que 900 ouvriers environ¹. À la différence des fabriques textiles, entreprises métallurgiques et minières font cependant souvent apparaître, à côté du patron lui-même et bien au-dessus du simple *capataz* (contremaître) un représentant de l'autorité patronale, l'ingénieur. Les établissements d'État, comme celui d'Almaden, constituent un cas particulier

1. 930 ouvriers exactement en 1869. Cf. P. Duro, *Contestación que da Don... administrador de la sociedad metalurgica Duro y Cia a la Comision de información parlamentaria acerca del estado de las clases obreras*, Oviedo, 1871, p. 15.

de cette situation : aux yeux des ouvriers, l'ingénieur est alors souvent la seule incarnation tangible du pouvoir; il se trouve de fait investi, pour l'ouvrier, des fonctions, du prestige et des responsabilités du chef d'entreprise, alors qu'il est en fait lui-même très dépendant de la politique et des instructions madrilènes².

La multiplicité des responsables et des entreprises rend malaisée toute étude d'ensemble. Il est impossible d'en faire un inventaire exhaustif; on se contentera ici de signaler quelques personnes, lieux et moments privilégiés.

Il est aisé de comprendre que la chronologie d'apparition et de développement de ce discours est différente selon les régions et les types d'activité. Les appels ou comportements solidaristes naissent avec l'activité industrielle elle-même; ils apparaissent ainsi dès la fin des années 1830 dans le textile catalan, au début des années 1860 dans la minéro-métallurgie asturienne. Almaden en revanche ne connaît pas de chronologie aussi contrastée parce que l'entreprise a une histoire très particulière. Les comportements solidaristes de la direction, perceptibles sans être jamais spectaculaires, se sont développés en fait à partir de la fin du XVIII^e siècle, contemporains d'une remarquable phase de croissance de l'entreprise. Le XIX^e siècle, marqué par une longue stagnation de la production, s'inscrit donc dans une tradition déjà acquise.

Bien qu'il soit impossible de dresser un inventaire exhaustif de comportements très largement répandus, certaines limites en apparaissent cependant clairement et doivent être soulignées. Ni en Catalogne, ni dans les Asturies, nous n'avons trouvé trace de ce discours auprès des plus petits patrons, ceux qui sont précisément les plus proches des ouvriers. Il nous est apparu aussi largement absent des régions minières du sud-est, où fleurit le plus la micro-entreprise. Par sa chronologie comme par la géographie de ses manifestations le discours solidaire naît donc précisément lorsque tend à s'affirmer dans la réalité socio-économique le clivage entre patron et salarié. Paradoxe apparent qui ne peut s'éclairer que par l'analyse du contenu et la recherche de la raison d'être de ce discours.

Le contenu de ce discours

Des principes affirmés : l'ensemble des écrits ou déclarations d'origine patronale permettent aisément de dégager quelques principes de base, souvent étroitement liés entre eux.

Le souci, toujours affiché, de la moralité individuelle du travailleur est le phénomène le plus apparent : le patron se donne pour mission d'aider à la préserver ou à la rétablir. Ainsi cet argument moral est avancé lors de tous les débats autour de la création des caisses d'épargne, au milieu du siècle. Dès 1839, la municipalité de Barcelone écrit à propos des caisses d'épargne :

Vous reconnaîtrez très facilement que la naturelle anxiété des hommes à accroître leur fortune détournera un grand nombre d'individus des classes inférieures de la

2. La thèse de G. Chastagneret, en cours de rédaction, sur «Le secteur minier dans l'économie espagnole du XIX^e siècle» apportera des éclaircissements sur les problèmes des établissements d'État.

société d'employer le surplus de leurs salaires en vices, dont la conséquence est la perte de leurs facilités physiques, les larmes de leur famille et la démoralisation³.

Vingt ans plus tard, les fondateurs de la caisse d'épargne de Sabadell tiennent un discours analogue. Ils présentent en effet la nouvelle caisse comme « une institution moralisatrice à un haut degré, puisqu'elle crée les habitudes d'économie nécessaires à tout peuple, mais particulièrement chez les ouvriers, où la facilité même de gagner des journées régulières est le plus souvent à l'origine de la dissipation et du vice »⁴. L'industrialisation même crée donc des risques moraux contre lesquels il importe de prémunir l'ouvrier.

Ce sentiment de responsabilité morale est inséparable des principes de charité chrétienne, eux aussi toujours mis en avant. Ainsi la caisse d'épargne de Barcelone se présente

comme une institution fraternelle qui, destinée à faire du bien à nos semblables, met en pratique le principe de la charité chrétienne en profitant de l'heureuse disposition des gouvernements représentatifs dont l'intention est d'améliorer la condition matérielle des classes inférieures⁵.

Et la caisse d'épargne de Sabadell se qualifie de

filie de l'esprit d'association, fruit des Lumières et du christianisme.

Mais les affirmations morales ne sont pas seules à servir de justification au discours solidaire patronal. En effet, au-delà même de la charité, apparaît l'affirmation d'une solidarité économique entre classes sociales, solidarité dont la clé de voûte est l'entreprise, non seulement l'entreprise réelle où travaille l'ouvrier, mais aussi celle que peut facilement créer tout salarié. Selon les déclarations patronales en effet, tout ouvrier peut légitimement aspirer à être entrepreneur. Ainsi, selon les promoteurs de la caisse d'épargne de Barcelone,

celui qui sera constant à déposer chaque semaine, comptera dans quelques années sur une somme qui lui suffira pour monter une petite industrie, ou pour installer ses enfants, ou pour d'ouvrier passer patron.

Ceux de la caisse de Sabadell disent la même chose, lorsqu'ils affirment que le

déposant se procure insensiblement une bonne ressource pour améliorer sa condition dans l'exercice de sa profession, en se donnant le premier capital, qui est le plus difficile à acquérir.

Formules significatives d'un souci de montrer que l'entreprise ne crée pas un fossé entre le détenteur du capital et l'ouvrier, et offre à tous de réelles chances de promotion sociale.

Finalement les fondements de l'idéologie patronale dans le discours solidariste à l'égard des ouvriers offrent une combinaison – devenue ensuite banale – de

3. Lettre en date du 25 mai 1839 de l'Ayuntamiento de Barcelone à la Junta de Comercio et à la Sociedad económica de Amigos del País.

4. Manifeste de présentation de la caisse d'épargne de Sabadell en date du 15 janvier 1859. Cf. G. Chastagnaret, *La caisse d'épargne de Sabadell, 1859-1914*, D.E.S. Paris-Sorbonne, 1966, p. 40.

5. Prospectus de fondation en date du 15 mars 1854. *Ibid.*, p. 38-39.

valeurs traditionnelles (moralité, charité chrétienne, famille, travail) et d'une valeur liée au phénomène industriel comme la solidarité autour de l'entreprise. En contrepoint logique apparaît, parfois explicitement, non seulement un refus de l'affrontement de classes, mais aussi plus subtilement, une dépréciation du jeu politique en général, inefficace et fauteur de troubles.

Pedro Duro, patron de l'entreprise asturienne qui porte son nom, offre sans doute, dans une réponse à une enquête, le meilleur témoignage de cette attitude dans l'Espagne du troisième quart du XIX^e siècle. Il déclare en effet à ses ouvriers, en octobre 1869, après la révolte de la fabrique nationale voisine de Trubia :

En faisant ces réflexions (que les ouvriers ne doivent être d'aucun bord politique) nous ne voulons pas dire qu'il soit interdit à quiconque, et surtout pas à l'ouvrier, d'essayer d'améliorer son sort ni qu'il doive accepter passivement la position qu'il lui revient d'occuper en ce monde. Mais ce que nous croyons, c'est que cette amélioration, cette augmentation du bien-être, pourront être obtenus plus sûrement, plus vite et avec moins de désagréments, par d'autres moyens que la participation active à la politique. Le travail, l'économie, l'ordre, le bon exemple à l'intérieur de la famille, l'augmentation de l'instruction pour soi et ses enfants, produiront ainsi plus de fruits que les moyens violents et les soulèvements armés⁶.

Quelques semaines plus tard, il conclut ainsi son rapport devant une commission d'enquête parlementaire :

Il ne me reste qu'à ajouter que cette fabrique n'a pas connu de grève jusqu'à aujourd'hui et que je n'ai pas connaissance qu'il y ait aucun adepte de l'Internationale.

Au contraire, la bonne intelligence qui n'a jamais cessé de régner dans mes relations avec les ouvriers de cet établissement et les preuves de sympathie qu'en certaine occasion j'ai reçues de leur part, me font croire que tous reconnaissent parfaitement que, en prenant soin de ses propres intérêts, la fabrique n'oublie jamais ceux de tous ceux qui leur prêtent leur travail [...]. J'avoue sincèrement que si par malheur je voyais un jour que mes appréciations étaient erronées ce serait là la plus grande et la plus amère des désillusions de ma vie⁷.

Ces affirmations sont marquées, dans le cas de P. Ouro, par un réel accent de sincérité, mais il importe de vérifier de quels effets pratiques réels se sont accompagnés ces principes parfois complaisamment affichés.

Du discours à la pratique

Ces principes se traduisent de manières très diverses, allant de simples attitudes particulières à la création de véritables institutions. Il est difficile aussi de distinguer ce qui se fait au nom de tel ou tel principe, parce que nous nous trouvons devant une attitude profondément homogène. Cependant, selon les cas, l'accent est mis sur tel ou tel aspect. Ainsi, les principes chrétiens, dont la fréquence de

6. Déclaration adressée «*Al personal de la fabrica La Felguera*» le 30 octobre 1869, reproduite dans P. Duro, *op. cit.*, p. 21-24.

7. *Ibid.*, p. 19.

la chapelle et du curé appointé illustrent l'importance générale, donnent parfois lieu à des appels à la charité : par exemple, en octobre 1869, Ouro organise auprès de son personnel une collecte au profit des ouvriers de Trubia licenciés après leur révolte.

Le souci de moralité, de bonne tenue, et finalement de « progrès » de l'ouvrier aboutit à quelques efforts dans le domaine de l'éducation. Des entreprises créent quelques classes, mais le phénomène reste très limité : en 1869, l'entreprise Ouro elle-même n'a ouvert que deux classes malgré un effectif de 900 ouvriers et en 1891 encore, un ingénieur s'indigne du manque de locaux scolaires dans le bassin minier asturien⁸.

L'assistance sanitaire, les caisses de secours, alimentées à la fois par le patronat et les ouvriers, font sans doute l'objet d'un effort un peu plus soutenu, au moins chez les entreprises de quelque importance : charité chrétienne et intérêt bien entendu de l'entrepreneur y trouvent conjointement leur compte.

Les caisses d'épargne sont incontestablement les institutions les plus importantes, sinon les plus efficaces qu'ait engendrées le comportement solidariste patronal. Apparues à partir du milieu du siècle, elles sont de dimension et d'origine diverses, créations, soit d'une entreprise, soit, comme à Barcelone et Sabadell, d'une partie de la bourgeoisie urbaine associée pour la circonstance. Mais elles ont toutes plusieurs caractéristiques communes faute d'une garantie étatique sûre, elles exigent de leurs fondateurs un certain engagement financier pour le service des intérêts et le remboursement à vue des dépôts; elles répondent aux mêmes objectifs en facilitant la constitution de réserves pour les mauvais jours, elles cherchent à soulager la misère, à atténuer la gravité des antagonismes sociaux et même finalement à créer au moins le sentiment d'une solidarité économique entre classes sociales.

Dans tous les cas, on peut noter que la mise de fonds patronale est faible : chez Duro, pour la caisse de secours, 2 000 réaux seulement sont donnés par la fabrique, le reste du capital étant constitué par un prélèvement de 1 à 2 % sur les salaires. Pour ce qui est des caisses d'épargne, on se contentera d'une simple garantie d'intérêt et de l'assurance d'un remboursement immédiat des fonds déposés. Dans tous les cas, il faut noter l'importance de l'intervention religieuse (même pour la justification des secours médicaux); *a fortiori* pour obtenir une aide exceptionnelle : le curé est alors témoin et garant de moralité.

De la solidarité accordée à la solidarité demandée

Cette solidarité s'accompagne souvent d'une demande de réciprocité. Le patron demande à l'ouvrier d'avoir un comportement favorable aux intérêts de l'entreprise :

8. L'ingénieur du district d'Oviedo écrit au début de 1892 : « Il est encore trop fréquent d'assister, sous les porches des églises, dans certains cas près des cimetières, à la peu édifiante scène d'enfants assis sur des bancs de pierre, durant les rudes jours d'hiver... » (*Estadística minera y metalúrgica de España ; 1890-1891*, p. 249).

- par des aspects qui touchent encore à la moralité traditionnelle, sérieux au travail, ponctualité, assiduité; le patronat est ainsi, paradoxalement, hostile aux fêtes religieuses traditionnelles,
- par des comportements d'actualité plus neuve :
 - négatifs : abstention de toute grève, *a fortiori* de toute participation à une « association étrangère ».
 - Positifs : en manifestant activement sa solidarité envers l'entreprise; ainsi les manifestations en faveur du protectionnisme en Catalogne en 1842 contre Espartero vont dans le sens des intérêts patronaux. En 1869 surtout nous assistons le 21 mars à Barcelone à une grande manifestation d'employés et d'ouvriers, organisée par des ouvriers, mais aussi par des patrons⁹...

Et dans le même temps, les métallurgistes demandent au contraire la plus grande passivité à leurs ouvriers :

Les établissements industriels de la classe de cette fabrique, dit Duro, ont intérêt à être en bonne relation avec les autorités qui représentent le gouvernement, quel qu'il soit et quelle que soit la forme de constitution de la Nation...!¹⁰

Ainsi nous ne pouvons parler d'attitude préétablie, mais de sollicitations spécifiques aux intérêts de la branche d'activité, voire même de l'entreprise.

Pourquoi ce discours?

À cette question, on peut apporter une double réponse; il est à la fois possible et utile, sinon nécessaire.

Ce discours est rendu possible précisément aussi par la dimension et la structure même des entreprises : proximité du patron qui n'a pas l'anonymat. La première industrialisation ne permet pas d'ailleurs d'isoler un prolétariat cohérent; il faut tenir compte de l'importance des paysans ouvriers; il n'y a pas de solidarité de groupe entre gens qui se dispersent aussitôt. Ceci est vrai en particulier pour les Asturies. Enfin, il faut tenir compte du maintien des solidarités traditionnelles au sein même des premières concentrations ouvrières; le recrutement est avant tout local, même en Catalogne; entre patrons et ouvriers, il existe d'abord une solidarité d'origine; le patron est d'abord un « *paisano* ».

Il est à noter que ces caractères se retrouvent en particulier dans deux zones où ce discours patronal est très affirmé : en Catalogne et dans les Asturies. Le cas d'Almaden est nettement plus ambigu; nous nous trouvons ici devant un phénomène exceptionnel à la fois par la nature même de la tâche et par l'importance de l'effectif ouvrier : le travail du mercure, si particulier et dangereux, a exigé la concentration d'une population forte de plusieurs milliers d'ouvriers jouissant d'un statut particulier. Le directeur joue traditionnellement un rôle ambigu de représentant de l'État propriétaire exploitant, et de défenseur paternaliste d'une

9. J. Vincens Vives et M. Llorens, *Industrials i politics del segle XIX*, Barcelone, 1961, p. 106.

10. P. Duro, *op. cit.*, p. 22.

population dont il connaît les souffrances et les problèmes et dont il sait que l'affaiblissement ruinerait l'entreprise¹¹.

L'utilité de ce discours paraît *a priori* évidente. Dans le domaine économique tout d'abord, un prolétariat peu exigeant discipliné, attentif aux mots d'ordre est d'autant plus précieux pour les entreprises espagnoles que celles-ci sont mal équipées; le contrôle de l'ouvrier permet de limiter quelque peu les coûts de production et de peser sur l'État pour obtenir protection douanière et aides diverses. Est-il besoin enfin de souligner l'intérêt des quelques efforts médicaux et de toutes les tentatives pour diminuer les tensions sociales dans des villes où la ségrégation géographique des classes sociales n'a pas encore produit tous ses effets?

Mais seule l'étude sur le long terme des réactions suscitées par ce discours, de leur nature, de leur ampleur, de leur durée, peut permettre d'apprécier l'efficacité de ce comportement patronal. Les remarques suivantes, trop brèves, visent simplement à fixer quelques idées à ce sujet.

La réception et la fin de ce discours

Longtemps – et sauf anticipation isolée –, ce discours patronal ne s'est heurté à aucun contre-discours; il a suscité divers types de réactions, non exclusives l'une de l'autre, qui vont de l'adhésion, ou tout au moins de l'acceptation, au refus sans véritable alternative.

- Acceptation plutôt qu'adhésion; celle-ci reste douteuse, en effet, même si des ouvriers, moins nombreux que ne le souhaiterait le patron, jouent le jeu de la ponctualité et de l'assiduité; c'est surtout du fait des incitations économiques.
- Cette acceptation est aidée, nous l'avons indiqué plus haut, par un très fort recours aux solidarités familiales, villageoises, traditionnelles; ceci est vrai même à Barcelone, mais surtout dans les régions cantabriques, Asturies et, plus longtemps encore Pays basque, où cette attitude se prolonge jusqu'au début du xx^e siècle; il faut ici établir une différence fondamentale entre *vizcainos* et «*ambulantes*» qui n'ont d'autre sécurité que celle qui leur est accordée par le patron ou son représentant¹².

Mais nous assistons aussi très tôt à des explosions de violence, qui vont du luddisme au massacre. Il est inutile de revenir longuement sur les manifestations de «luddisme» à Barcelone, qui ont déjà été étudiées, incendie de 1835, manifestations de 1854-1855¹³.

Almaden nous offre un exemple très révélateur de réaction violente, avec le massacre du 4 juillet 1874, dans un cadre très particulier; ici le discours solidariste

11. Sur Almaden, on peut consulter : F. Bernaldez et R. Ura Figueroa, *Reseña sobre la historia, administración y producción de las minas de Almaden y Almadenejos*, Madrid, 1862.

12. Instituto de Reformas Sociales : *Informe relativo a las minas de Vizcaya*, Madrid, 1904. Réédition récente, *Revista de trabajo*, t. 19 et 20, cf. en particulier t. 19, p. 187.

13. M. Izard, *Industrialización y obrerismo*, Barcelone, 1973, p. 76-79.

tenu par les ingénieurs, qui traduit la nécessité de maintenir une population ouvrière stable, suscite trois types de réactions :

- une permanente, la solidarité villageoise d'Almaden contre les étrangers, et particulièrement les habitants du village voisin de Chillón, main-d'œuvre concurrente, moins protégée mais aussi moins vouée aux maladies du mercure ;
- une précoce, puisqu'elle apparaît dès avant 1868 : l'association, qui décide d'une attitude commune lors de l'adjudication de travaux, pour que tous puissent travailler à un bon prix ;
- une exceptionnelle, la révolte : en juillet 1874, devant les conditions imposées pour une adjudication, une violente émeute se produit accompagnée du massacre de deux ingénieurs. On tue au pistolet, on étrangle, puis on ensevelit sous les briques : au-delà d'un assassinat, il s'agit d'un véritable défoulement collectif. Mais cette explosion n'aura pas de suite à long terme. Après une forte répression – quatre exécutions un mois après les événements – le jeu solidaire reprend, avec le rappel pour une décennie d'un ingénieur-directeur écarté par une disgrâce d'origine caciquiste : il n'y a pas d'alternative ; il faut laisser un « père » à Almaden¹⁴.

Les réactions que nous venons de présenter, et en particulier l'acceptation ou le recours aux solidarités traditionnelles, dominant incontestablement jusqu'aux années 1890. Elles ne sont pas forcément périmées ensuite : les provinces basques en offrent ainsi encore de nombreux exemples au début du xx^e siècle.

Mais, de plus en plus, on constate chez les ouvriers une autre attitude : attitude de dénonciation des comportements du patronat, de la dureté des conditions de travail, de la trop longue durée du travail, de l'insuffisance des salaires ; dénonciation aussi des formes « annexes » d'exploitation, *tiendas*, logements et cantines. Cette attitude peut être très précoce ; on la trouve à Almaden dès avant 1868, mais elle n'empêche pas l'inévitable discours solidaire surtout chez les ingénieurs... ni l'explosion !

Toutefois, elle se généralise dans un monde ouvrier en évolution : la constitution de véritables concentrations de prolétaires s'accompagne de la poussée socialiste. Et la dénonciation des pratiques patronales rend intenable la permanence du discours solidaire. On assiste à une véritable transformation dans les mots et dans les faits. Sans doute maintient-on des institutions encore utiles, caisses de retraite, de secours, et même assiste-t-on au développement d'une forme de charité médicale, sous la forme essentiellement d'un contrôle « hygiénique ». Mais on constate surtout un ensemble de faits nouveaux : création d'organisations patronales face aux associations ouvrières ; surtout il n'y a plus de véritable appel à l'union de

14. La revue hebdomadaire *La Minería* fournit, à partir de son numéro du 8 juillet 1874, une bonne information sur cette révolte survenue le 4 juillet. L'une des deux victimes est l'un des plus célèbres ingénieurs du temps, alors en visite d'inspection. Il s'agit de J. de Monasterio, également sénateur.

tous, patrons et ouvriers. Le discours solidariste patronal s'éteint progressivement devant des affrontements sociaux plus fréquents et plus larges. Le discours solidaire exprime désormais essentiellement une solidarité de classe. Le nombre et l'importance des caisses de secours authentiquement ouvrières au Pays basque au début du *xx*^e siècle témoignent sans équivoque de l'ampleur du changement¹⁵.

Le discours solidaire dans le monde rural

Situation et contenu

Il est ici plus difficile de parler de discours « patronal ». Il s'agit bien plutôt du discours tenu par les membres de la classe dirigeante, composée en grande partie de *terratenientes*, et s'adressant à la masse paysanne pour lui prêcher la solidarité, une solidarité qui sera elle aussi « interclassiste » et qui se fera, de la même manière, au nom de principes élevés, d'ordre moral et religieux.

Mais où et quand tient-on ce discours ? Si on le retrouve partout en Espagne, il est loin de s'exprimer partout avec la même vigueur, et surtout, nous le verrons plus loin, d'avoir partout la même efficacité. Et surtout le discours solidariste ne prend vraiment d'importance qu'à une période tardive du *xix*^e siècle, au moment même où il disparaît du langage patronal dans le secteur industriel.

Il y a à cela de multiples raisons qui tiennent d'abord à la diversité de la structure agraire, et par conséquent, des rapports sociaux dans le monde rural en Espagne. De façon générale le poids des solidarités villageoises est tellement fort dans certaines provinces (Pays basque par exemple) que tous les rapports sociaux se trouvent réglés, sans qu'il soit besoin de faire appel à une solidarité nouvelle. Ailleurs, en Catalogne par exemple, les solidarités sont d'un autre ordre ; mais elles ne s'en expriment pas moins avec force ; on peut parler de solidarité de classes à propos des fermiers catalans, des *rabassaires*, dont les réactions collectives, notamment après la crise viticole, permettent d'assurer la présence permanente et le pouvoir sur la terre. Dans les régions latifundiaires du sud de l'Espagne, par contre, on pourrait parler de « solidarité verticale », des rapports de clientélisme très forts s'établissent entre une oligarchie possédante, qui tient la terre et distribue le travail, et la masse des *braceros*, qui ne cesse de s'accroître, au fur et à mesure que, en dépit des lois successorales, s'accroît la concentration des entreprises agricoles, et que l'accroissement démographique fait sentir ses effets. Ainsi s'établissent des rapports de domination et d'interdépendance, qui aboutissent parfois à des explosions de violence (d'où le développement précoce de l'anarchisme rural), mais qui, le plus souvent, maintiennent la masse de la population dans une attitude de soumission qui ne nécessite pas l'usage d'un long discours.

Ce n'est donc qu'à l'extrême fin du *xix*^e siècle, et surtout dans les premières années du *xx*^e siècle que nous voyons apparaître dans les campagnes ce discours solidariste porté par la classe dirigeante et s'adressant en apparence à la totalité de

15. Instituto de Reformas Sociales, *op. cit.* (cf. en particulier *Revista de trabajo*, t. 19, p. 187 sq.).

la masse paysanne, en fait essentiellement à la catégorie des petits propriétaires et des petits fermiers.

Comme dans le cas précédent, ce discours n'est pas isolé; il s'accompagne de toute une action dans le domaine social et politique, d'un effort nouveau d'associationisme, qui s'étendra à l'Espagne entière, sous la forme de la Confederacion Nacional Catolica-Agraria; mais cette association ne réussit véritablement à imposer ses idées et à les rendre populaires que dans un certain nombre de secteurs extrêmement précis du pays, Navarre, Leon, Vieille Castille notamment. Dans les régions latifundiaires du Sud, si l'influence des grands propriétaires peut donner un certain temps l'illusion d'une action efficace, le discours solidaire ne fonctionne ni de la même manière, ni avec le même succès; il se heurte très rapidement à des réactions brutales de la population, que nous ne pouvons ici analyser dans le détail, mais qu'il conviendra de souligner en terminant.

Les thèmes du discours solidariste

Le contenu du discours est évidemment lié au double aspect que nous venons de souligner. Il s'adresse d'abord à une catégorie sociale bien précise : petit fermiers, propriétaires pauvres, possesseurs ou travailleurs de la terre à leur propre compte; ils constituent « la base populaire de l'Espagne réelle », sur laquelle tout pouvoir « national » doit en définitive s'appuyer. D'où la glorification permanente des vertus paysannes et des vertus familiales, qui en sont l'accompagnement naturel; vertus de travail, d'économie, qu'il convient de sauvegarder et de maintenir en protégeant à la fois la famille et la propriété privée. Vertus d'une classe sociale, mais aussi et surtout vertus chrétiennes, car on ne saurait séparer sauvegarde de la moralité et action catholique.

Le rôle déterminant que jouent dans les associations rurales les prêtres et les hommes politiques qui s'affirment comme catholiques est assez significatif à cet égard. Mais le discours que tiennent l'ensemble des dirigeants l'est encore bien plus. Juan Jose Castillo, dans son étude sur la CNCA, montre clairement la portée et les raisons de ce discours. Il s'agit de résoudre, à l'intérieur du système préconisé par le catholicisme social, qui est justice et amour, la question ou les questions sociales¹⁶. L'unité catholique, la solidarité chrétienne, est la seule voie de la vérité. Elle seule incarne le bien face au « mal » socialiste, qui ne vise qu'à détruire la société. Principes et manichéisme solidement établis dans la pensée catholique depuis le milieu du XIX^e siècle.

Unité, voilà le maître mot, qui nous ramène au discours solidaire. L'adhésion à la Fédération catholique agraire suppose une unité d'aspiration qui ne peut être réalisée que par une adhésion totale à l'autorité et à la hiérarchie ecclésiastiques; car il convient en définitive de rechristianiser la société, en rétablissant à la fois l'ordre économique et la justice de Dieu.

Ainsi, à travers cette affirmation des vertus catholiques, cette promesse d'une justice sociale, qui est la paix et la justice du Christ, apparaissent deux affirmations

16. J.J. Castillo, *Propietarios muy pobres. Sobre la subordinacion politica del pequeno campesino*, Madrid, 1979.

fondamentales. L'une est celle de la nécessité de défendre l'ordre social et de respecter l'autorité de l'Église, ou l'autorité donnée par l'Église :

Les propagandistes de la Confédération seront avant tout entièrement soumis à l'Église catholique [...]. Ils seront prêts à défendre et à faire respecter les principes de religion, d'autorité, de famille et de propriété comme fondements de l'ordre social¹⁷.

L'autre est le combat permanent et nécessaire contre les forces de division représentées par le socialisme et ses séquelles. Ainsi la Fédération navarraise va naître grâce « au sentiment anti-marxiste et chrétien » des deux prêtres qui sont à l'origine de sa constitution ; et ce sera aussi grâce à la sagesse d'un prêtre que la province de Palencia se trouvera lavée, en ses secteurs ruraux, de tout foyer révolutionnaire¹⁸.

L'importance de ce thème pour justifier le discours solidariste et l'appel à la constitution de « syndicats mixtes » est très éclairant ; il est évident que le développement du syndicalisme « jaune » dans les campagnes correspond très exactement au développement de la propagande anarchiste et socialiste parmi les travailleurs de la terre. L'apolitisme constamment affirmé dans le discours solidariste des dirigeants de la CNCA et des associations proches ou affiliées à la Confédération est un « apolitisme de combat »¹⁹. Les agriculteurs « catholiques » seront, dans cette perspective, « le plus ferme soutien de la Patrie, de la Monarchie et de l'Ordre social »²⁰.

Une solidarité agissante

Reste que la solidarité agissante, qui se manifeste à l'intérieur des « associations » catholiques rurales, ne peut être négligée. Dans quels domaines le réformisme catholique se manifeste-t-il avec le plus d'éclat ? Il est difficile d'en faire un décompte précis, car il prend des formes multiples et différentes à la fois selon l'orientation de ses inspirateurs, désireux ou non de promouvoir des réformes en profondeur, selon aussi la période étudiée et les intérêts en cause, variables évidemment selon les provinces.

Nous pouvons prendre comme exemple l'activité des associations catholiques dans la province de Caceres, de 1906 à 1920, telle que l'a étudiée Fernando Sanchez Marroyo²¹. La première forme prise par l'associationnisme dans cette région est celle de sociétés de secours mutuels qui n'est pas spécifique du secteur rural, mais s'adresse déjà en grande partie, dans cette province, aux travailleurs agricoles : la première société étudiée a pour but très classique d'aider ses membres en cas de maladie ou d'accident (Société Cacerena). Rien qui la sépare à première

17. Castillo, *op. cit.*, p. 222 citant A. Monedero, *Principios básicos de la CNCA*, Madrid, 1920.

18. Les statuts du « syndicat agricole » précisent d'ailleurs : « Ne peuvent appartenir au syndicat catholique les affiliés aux sociétés socialistes et révolutionnaires ».

19. Castillo, *op. cit.*, p. 260-262.

20. Discours prononcé à la IX^e Assemblée de la Fédération de Valladolid en 1922, dans Castillo, *op. cit.*, p. 260.

21. F. Sanchez Marroyo, *Sindicalismo agrario y movimiento obrero*, Caceres, 1979.

vue d'une société ouvrière de secours mutuel, si ce n'est son élément fondateur, un industriel, sa composition (ses membres appartiennent aux secteurs professionnels les plus divers) et surtout cette affirmation essentielle :

Cette association est franchement catholique, apostolique et romaine... Elle se place sous l'invocation de la Très Sainte Vierge...²²

Jamais par la suite on n'oubliera, dans quelque acte que ce soit, de rappeler l'appartenance chrétienne des membres de l'Association.

Par-delà l'aide individuelle apportée par les sociétés de secours, l'idée est venue de créer des sociétés de crédit mutuel, qui permettraient aux sociétaires de contracter des emprunts dans de bonnes conditions. De quoi s'agissait-il au juste? D'abord de lutter contre l'usure, dénoncée comme une des causes essentielles de la prolétarisation des petits agriculteurs, et ceci devait être particulièrement sensible dans les provinces méridionales, où l'usure était devenue en effet un véritable fléau. Mais au-delà, l'existence d'un crédit à bon marché devait permettre au cultivateur de supporter des emprunts en même temps que la simplification des formalités devait l'encourager à se tourner vers ce type d'opérations, dans le cadre de l'association chrétienne, dont les membres seraient des travailleurs connus pour leur mode de vie et leur conduite irréprochable, pour leur compétence et leurs capacités dans le travail²³.

Ainsi rejoint-on, à ce deuxième stade, la glorification des vertus morales et chrétiennes du paysan, qui devrait trouver la récompense de son labeur et de sa soumission à l'ordre de Dieu dans la possession de la terre qu'il cultive, ou du moins dans sa libre exploitation, puisque la défense de la propriété est un des thèmes essentiels du discours solidariste.

Une des idées dominantes que l'on retrouve en effet dans le discours – écrit ou oral –, est en effet qu'il convient de favoriser l'accès à la « petite propriété » ou de défendre le petit propriétaire, car la possession de la terre est porteuse d'espérance pour celui qui voit ainsi récompenser son travail et son effort d'économie et qu'elle « ferme la porte en même temps aux idées révolutionnaires »²⁴.

Mais comment éviter la concentration de la terre entre les mains des oligarques? Et dans bien des cas, le mal étant déjà très profond, comment reconstituer la petite propriété? Ne faudrait-il pas aller jusqu'à des réformes profondes, sans lesquelles le discours solidaire risque de perdre une bonne partie de son sens? Certains des dirigeants ecclésiastiques de la CNCA vont jusqu'à préconiser dans certains cas une expropriation forcée des terres non cultivées « pour cause d'utilité sociale ». Disons tout de suite qu'ils ne seront pas suivis. Par contre certains syndicats agricoles, disposant de moyens considérables et de l'appui de Caisses rurales, vont pratiquer systématiquement une politique d'achat de terres, afin de les redistribuer entre les travailleurs sans ressources. Castillo nous donne plusieurs exemples de ces tentatives de redistribution foncière; il cite notamment l'exemple

22. F. Sanchez Marroyo, *op. cit.*, p. 86.

23. *Ibid.*, p. 101.

24. Castillo, *op. cit.*, p. 230.

de Carrion de los Condes, dans la province de Palencia²⁵, où l'on procède en 1920 au partage de plus de 150 hectares, à raison d'un hectare par ouvrier environ, ce dernier n'accédant à la propriété qu'après règlement total des sommes dues pour l'achat (qui se fait évidemment dans des conditions très favorables). Il est vrai que nous retrouvons ici les conditions morales impliquées par le discours solidariste : le nouveau propriétaire ne doit être en effet, ni blasphémateur, ni ivrogne et il devra suivre les préceptes de l'Église.

Mais au travers de cet exemple, nous pouvons percevoir la politique pratiquée par la CNCA et les associations de ce type. Un effort considérable a été fait dans cette direction, et l'aide financière accordée par les Cajas de Ahorros et les sociétés de secours mutuels a permis en grande partie le maintien de cette classe de petits et moyens propriétaires, dont l'existence même semblait menacée au début du xx^e siècle ; le discours solidaire a ici joué à plein et cette catégorie sociale devait apporter en 1936 au nationalisme un incontestable appui populaire.

Ce succès politique ne doit tout de même pas cacher les limites d'un discours qui garde souvent un caractère de pure propagande. Parmi les fins que se propose à ses débuts la CNCA, le contrôle moral qu'elle entend exercer devrait s'accompagner d'un effort de scolarisation ; l'effort pour obtenir des rendements meilleurs et rentabiliser les petites exploitations suppose un développement de l'enseignement agricole, et une diffusion des techniques nouvelles et de la mécanisation. Or tout cela, peut-être par manque de moyens, reste extrêmement limité. Toute une partie de l'œuvre sociale se trouve ainsi singulièrement limitée dans ses effets, même si l'influence de l'Église dans la région concernée camoufle quelque temps ces insuffisances.

Il est d'autre part évident que les limites de la solidarité agricole et des thèses corporatistes sont liées aux contradictions et aux ambiguïtés du syndicalisme catholique, largement apparentes jusque dans le discours officiel. Lorsque se multiplient, dans les premières années du xix^e siècle, les syndicats mixtes agricoles, on ne saisit pas bien, à travers la parole ou l'écrit, quel est l'essentiel de leur rôle : appuyer la redistribution des terres en propriétés ou fermages, vulgariser les techniques agricoles ou, plus simplement, « diffuser les saines doctrines » de l'Église.

Il est vrai qu'un effort de redistribution des terres est entrepris. Mais les possibilités mêmes d'achat des terrains dépendent de la bonne volonté des grands propriétaires. Et la plupart d'entre eux refusent de favoriser sérieusement ce mouvement, tout au moins dans ces régions clés que sont les régions méridionales. Enfin, lorsque les conflits agraires deviennent aigus, dans ces mêmes régions de grande propriété, il arrive que le syndicat catholique se révèle clairement comme l'instrument des prétentions et des intérêts patronaux ; c'est ce qui se passe dans le cas de la grève des *braceros* dans la région de Caceres en 1919. Les résultats d'une telle attitude ne vont pas tarder à se faire sentir. Cette même année 1919 voit dans la région de Caceres la constitution d'une Fédération provinciale ouvrière, qui définit un programme d'action agraire, comprenant notamment l'expropriation des terres non cultivées. Cette fédération ne tarde pas à rejoindre l'UGT. Le discours

25. *Ibid.*, p. 240.

solidariste laisse place au discours militant, et « l'unité des syndicats jaunes » à l'affrontement des classes sociales, ouvriers sans terre contre grands propriétaires ou leurs représentants.

Comme on le voit, il n'y a aucune concomitance entre le discours solidariste patronal en milieu industriel et le discours solidariste des classes dirigeantes en milieu rural. On pourrait presque dire que le premier s'achève quand l'autre commence. Et pourtant que de points communs dans les thèmes traités ! Exaltation des vertus familiales, de la morale chrétienne, intervention permanente de l'Église comme garant, comme arbitre parfois et toujours comme autorité, temporelle aussi bien que spirituelle.

Mais derrière cette autorité morale se profilent les mêmes intérêts économiques que camoufle bien mal le discours solidaire : le discours des grands propriétaires du xx^e siècle fait écho au paternalisme patronal du milieu du xix^e siècle. La défense de la paix et de la justice sociale passent par un besoin primordial d'ordre et d'unité. Il y a communauté d'intérêts entre patrons et ouvriers qui doivent défendre l'outil de travail et le bénéfice de l'entreprise contre les éléments de destruction et la menace économique de l'étranger. De même est affirmée la communauté d'intérêts entre possédants, quelle que soit la taille de l'exploitation agricole. La disparition de la petite propriété, en laissant face à face deux catégories sociales antagonistes, mettrait en péril la paix sociale ; il faut donc la sauvegarder à tout prix pour maintenir un ordre social « harmonieux ».

Dans un cas comme dans l'autre, le discours solidariste n'intervient pas n'importe quand. Il est toujours en « situation de rupture » lorsque les conditions économiques mettent en péril l'ordre établi et menacent de provoquer des affrontements sociaux. Dans un cas comme dans l'autre, il est naturellement conservateur, magnifiant les vertus traditionnelles du bon ouvrier dans la petite entreprise, du fermier ou du petit propriétaire terrien maintenant l'exploitation familiale par la valeur de son travail. Dans un cas comme dans l'autre enfin, il s'affaiblit ou disparaît, lorsque le développement du capitalisme industriel ou foncier, l'accroissement ou la concentration des masses prolétarisées, à la ville comme à la campagne, conduisent à des oppositions irréductibles qui ne peuvent se résoudre dans l'immédiat que par la violence, ou, tout au moins, par l'acceptation d'une société conflictuelle.

Dans tous les cas, il ne faut pas en voir seulement l'aspect un peu artificiel et souvent archaïque ; il faut admettre que, s'il a pu s'exprimer avec une certaine force, et surtout de façon durable, c'est bien parce qu'il a pu trouver un écho dans une partie non négligeable de la population, celle-là même qui soutient encore le régime franquiste à ses débuts, et que celui-ci ne peut d'ailleurs totalement « lâcher » sans se couper de sa « base paysanne ». L'orientation politique de la « droite » espagnole en a donc été marquée jusqu'à nos jours.